Entretien avec...le colonel EMG Henri Monod, ancien commandant de l'unité médicale suisse près l'ONU au Sahara occidental

Autor(en): **Weck, Hervé de / Monod, Henri**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **138 (1993)**

Heft 3

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-345283

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ERSCHLOSSEN EMDDOK
MF 4441 365

Entretien avec... Le colonel EMG Henri Monod, ancien commandant de l'Unité médicale suisse près l'ONU au Sahara occidental

RMS: Vous avez été huit mois commandant de l'Unité médicale suisse (Swiss Medical Unit ou SMU) au Sahara occidental. Peut-on parler de situation de guerre dans cette région?

Henri Monod: Oui, sans aucun doute, le cesser-le-feu étant une phase de la guerre. Les belligérants, soit les Marocains et les combattants du Polisario, sont toujours en place dans le terrain, c'est-à-dire en plein désert, de part et d'autre d'un gigantesque mur de sable édifié par le gouvernement chérifien, armés et prêts, s'il le fallait, à reprendre les combats. Des unités combattantes omniprésentes, d'innombrables contrôles, les dangers et les risques sont là également pour rappeler cette situation de guerre.

Je suis persuadé que, dans certains pays, la paix ou un cesser-le-feu est une situation tellement délicate que seuls des militaires, agissant au nom d'organisations internationales, sont capables de la contrôler et de la maintenir, car ils parlent le même langage, utilisent des schémas de réflexion et des procédés familiers à des officiers, sous-officiers et soldats qui, récemment, combattaient les uns contre les autres.

RMS: Quels étaient les moyens en personnel et en matériel que vous engagiez au profit des forces de l'ONU?

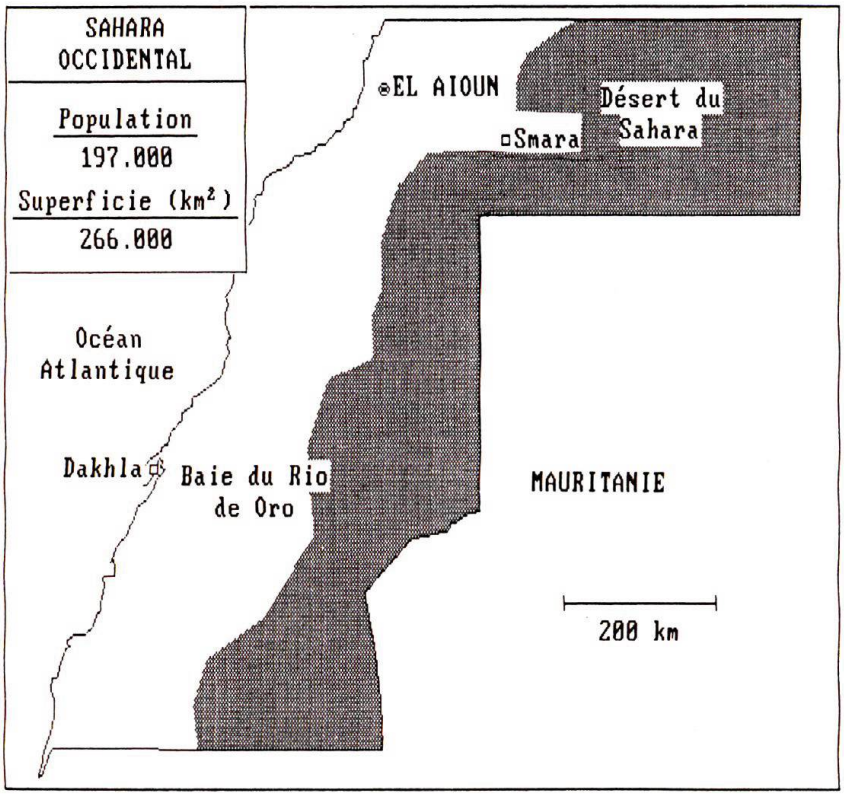
H.M.: En moyenne 65 personnes dont 40% de personnel médical, les autres assumant des tâches techniques, très importantes dans un pareil environnement, et administratives, tout aussi indispensables. A l'époque où j'étais au Sahara occidental, ce personnel était réparti dans la clinique de Laâyoune, la principale, celles de Dakhla et de Smara; les deux dernières n'existent plus à l'heure actuelle à la suite d'une réorganisation. Il faut y ajouter deux postes sanitaires avancés dans le désert, au coeur même du dispositif de l'ONU, auprès des observateurs, c'est-à-dire des «bérets bleus». Les distances sont énormes, car le personnel suisse est dispersé dans un rectangle de 700 kilomètres de long sur 500 de large, ce qui, bien sûr, pose des problèmes de commandement. J'ai été amené, au cours de cette mission, à faire près de 85 000 kilomètres en avion!

RMS: De qui receviez-vous des ordres ou des missions, quelle était votre liberté de manœuvre?

H.M.: D'une part, je recevais des ordres depuis Laâyoune, émis par le général commandant la Force de l'ONU au Sahara occidental, d'autre part, depuis Berne, émis par la Section pour les actions de maintien de la paix. Je n'ai jamais eu de difficultés à ce niveau et ma liberté de manœuvre, à la tête de l'Unité médicale suisse, était grande; je peux même dire que je jouissais d'une indépendance totale. En général, mes ordres n'étaient pas discutés par les responsables de l'ONU ou par Berne, les compétences ayant été bien définies au préalable. Nous avons eu une très bonne collaboration avec les autorités suisses et bénéficié d'un soutien sans défaut de l'administration fédérale.

RMS: Quels étaient les problèmes extérieurs à l'Unité médicale suisse qui vous ont le plus préoccupé?

H.M.: Incontestablement, la sécurité du personnel, aussi bien sur les routes, souvent difficiles, que dans le terrain, vu les quatre



millions de mines réparties dans le désert, à des emplacements non localisés ou qui, avec le temps, sont devenus inconnus.

RMS: Quels étaient les problèmes internes qui vous ont le plus préoccupé?

H.M.: Il y en a eu beaucoup, les principaux étant ceux de personnel et de discipline. Au début de leur engagement, en effet, certains membres de l'Unité médicale suisse ne comprennent pas bien que discipline et sécurité vont de pair. Une partie d'entre eux, qui sont des «civils militarisés», admettent difficilement que les militaires imposent une organisation stricte et une discipline sévère. Ils changent d'avis avec le temps et admettent le bien-fondé de cette discipline.

Les problèmes privés me prenaient beaucoup de temps et il fallait toujours avoir la porte ouverte pour que chacun des membres de l'Unité médicale suisse puisse venir parler des «bobos de l'âme» et de ses difficultés.

Je devais aussi me pencher sur la coordination entre les services, sur les problèmes techniques posés par un environnement très agressif envers les matériels, sur les questions de délais dues aux distances. L'information, *le moyen de conduite par excellence*, mais aussi un des droits des membres de l'Unité, me préoccupait, parce qu'il s'agissait d'informer chacun par radio, par fax ou par téléphone, mais, avant tout, par des contacts personnels. Voilà pourquoi je me déplaçais une fois par semaine dans le désert, pour faire passer moi-même le message et garder le contact. En définitive, ce sont l'information, la disponibilité et la bonne volonté de chacun qui nous ont permis d'atteindre les objectifs fixés par notre mission.

RMS: La formation et l'instruction du personnel suisse que vous avez eu sous vos ordres étaient-elles adéquates?

H.M.: Parfaitement, d'autant plus qu'avant leur départ pour le Sahara occidental, les personnes sélectionnées participent à une semaine de formation, après avoir été retenues, entre autres critères, en fonction des spécialités dont l'Unité médicale suisse a besoin. Elles reçoivent une autre semaine de formation sur place, dirigée par des spécialistes très compétents. Avec ce bagage, chacun est vraiment prêt à l'engagement, et tout se passe le mieux possible.

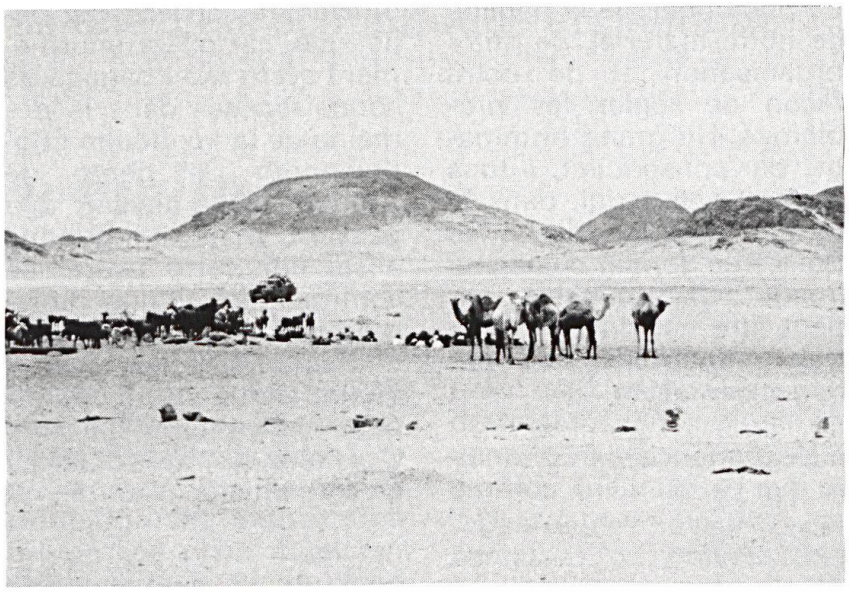
RMS: Dans le domaine du matériel, avez-vous dû combler des lacunes?

H.M.: Peu, car le matériel, 400 tonnes réparties en 82 containers, qui provient de Suisse, est de qualité, bien adapté et en quantité suffisante. C'est avec ce matériel et ces containers que nous avons monté les cliniques, les bureaux, les cuisines. Nous disposons de groupes électrogènes et

d'installations pour la purification de l'eau, de 37 véhicules, de 2 *Pilatus Porter PC-6*, d'un bi-moteur de quinze places, ainsi que de moyens de transmission extrêmement sophistiqués.

Les principales difficultés qu'il faut résoudre proviennent de l'usure incroyablement rapide du matériel, due à l'environnement dans lequel il se trouve engagé: fortes chaleurs (en été, la température peut monter jusqu'à 52 degrés à l'ombre), grandes différences de température (jusqu'à 40 degrés entre le jour et la nuit), vents de sable, sel qui ronge tout, climat très sec. Une telle usure n'avait pas pu être imaginée avant l'engagement.

Par bonheur, il ne nous est jamais arrivé d'être à court de matériel, ceci grâce à une équipe technique de toute première qualité qui n'hésitait pas à travailler vingt-quatre heures d'affilée s'il le fallait.

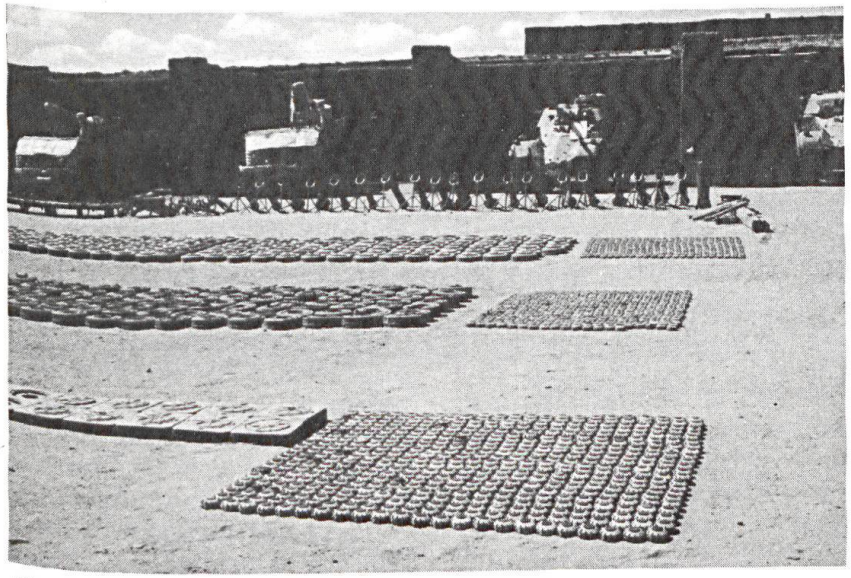


Un environnement très agressif.

C'était une question de survie, car, sans ce matériel en état de fonctionner, il nous était impossible de faire face à notre mission.

RMS: Avez-vous fait des expériences qui seraient utiles pour un éventuel contingent de «casques bleus»?

H.M.: Bien sûr, l'ensemble des expériences faites, positives ou négatives. Il faudra en tenir compte et analyser sérieusement tous les problèmes de l'Unité médicale suisse au Sahara occidental si l'on décidait de créer un bataillon de «casques bleus». Je pense aux problèmes de personnel, de matériel, de discipline, de formation et de tout ce qui en découle.



Une situation de guerre avec 4 millions de mines réparties dans le désert.

RMS: Quel est, selon vous, l'impact international d'un tel engagement de la Suisse ?

H.M.: Il est grand. Nous étions constamment en contact avec vingt-six nations différentes dont les contingents changeaient tous les six mois, donc avec plusieurs milliers de militaires du monde entier, autant d'ambassadeurs qui peuvent parler du savoir-faire et de la qualité du travail suisse. Nous avons reçu beaucoup de compliments à propos de la compétence et de la gentillesse

du personnel, de la fiabilité de notre matériel, de notre organisation et de notre façon de régler les problèmes. Un grand hommage, par conséquent, à tous ceux et celles qui, dans le terrain, ont permis à la Suisse de donner d'elle une image aussi positive. On peut être fier du travail de nos compatriotes au Sahara occidental !

L'expérience extraordinaire que j'ai pu vivre, comme officier de carrière, est bénéfique, car elle a énormément accru mon bagage de connaissances dans le domaine de la «conduite quotidienne». Ce genre de conduite peut devenir une passion, mais il provoque aussi une forte usure. Le commandant d'une unité médicale engagée en conditions réelles l'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. C'est une des rares chances qu'un officier instructeur d'une armée comme la nôtre puisse avoir de commander dans une situation réelle. La mission m'incombe donc d'en faire profiter maintenant le plus grand nombre possible d'officiers et de sous-officiers supérieurs, qu'ils soient professionnels ou miliciens.

Propos recueillis par le colonel Hervé de Weck

Reste du dernier combat du 24 août 1991, avant le cessez-le-feu.